

Discours à Epinal, 29 Septembre 1946

L'engagement que nous avons pris, nous l'avons purement et simplement tenu ! Dès que possible, nous avons invité à voter tous les Français et toutes les Françaises pour élire d'abord les Conseils municipaux et puis les Conseils généraux. Enfin, une Assemblée nationale à laquelle nous avons remis immédiatement et sans réserve, comme nous l'avions toujours promis, les pouvoirs que nous exerçons depuis plus de cinq lourdes années. Entre-temps, nous avons gouverné. C'est pourquoi, soit dit en passant, nous accueillons avec un mépris de fer les imputations dérisoires (inaudible) [L'ensemble], ceci implique des institutions locales propres à chaque territoire et des institutions communes : Conseils des Etats, assemblée de l'Union française, Président de l'Union française, ministre chargé des activités communes. Depuis que le travail constitue (...) Cette nuit, par l'Assemblée nationale, ne nous paraît pas satisfaisant ! Que l'Etat ait enrayé, à la fois par l'omnipotence et par la division des partis, est-il bon, nous le demandons, de faire en sorte que les partis aient organiquement à leur disposition totale, à leur gré, à tout instant tous les pouvoirs de la République ? Alors que tout le monde constate les fâcheux effets [...] équilibrés. Dans ce monde dur et dangereux où le rassemblement des Slaves, rassemblement ambitieux, réalisé bon gré mal gré sous l'égide d'un pouvoir sans bornes, se dresse en face de la jeune Amérique, toute débordante de ressources, et qui vient à son tour de découvrir les perspectives de la puissance guerrière. La France et l'Union française n'ont de chance de sauvegarder leur indépendance, leur sécurité et leur droit, que si l'Etat est capable de porter dans un sens déterminé une responsabilité pesante et continue, les problèmes immenses du présent et de l'avenir que nous avons à résoudre. Conditions de la vie des personnes et des familles et d'abord, des moins avantagés, restauration financière, activité économique du pays, réformes sociales et morales, organisation de l'Union française, défense nationale, refonte de l'administration, positions et actions de la France dans le monde. Ces problèmes-là, comment les résoudrons-nous sinon sous la conduite d'un Etat juste et fort ? Ces convictions-là sont les nôtres. Elles ne sont pas d'un parti. Elles ne sont de gauche ni de droite. Elles n'ont pas d'autre objet que d'être utiles au pays. Ils le savent bien et elles le savent bien, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous, dont nous avons pu souvent éveiller l'esprit et toucher le coeur en leur demandant de s'unir à nous pour servir la France. Aujourd'hui, nous en sommes certains : il n'y aura pas de victoire définitive, excepté pour la clarté et pour la fermeté, qui sont au total toujours les habiletés suprêmes et d'où naîtront les institutions qui conduiront la France vers son salut et vers son renouveau, dans l'Etat républicain.